

ÉDITION 2021

PORTRAIT RÉGIONAL DE L'HABITATION

16 – RÉGION ADMINISTRATIVE DE LA MONTÉRÉGIE



Photographies de la couverture

Montréal ©TQ/Lessard, Carl

Montréal, Parc national des Îles-de-Boucherville ©TQ/Turgeon, Linda

Montréal ©TQ/Turgeon, Linda

Montréal ©TQ/Turgeon, Linda

Ce document a été réalisé par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

Il est publié en version électronique à l'adresse suivante : www.mamh.gouv.qc.ca/habitation/statistiques-sur-lhabitation.

ISBN : 978-2-550-91088-6 (PDF)

Dépôt légal – 2022

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Tous droits réservés. La reproduction de ce document par quelque procédé que ce soit et sa traduction, même partielles, sont interdites sans l'autorisation des Publications du Québec.

©Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2022

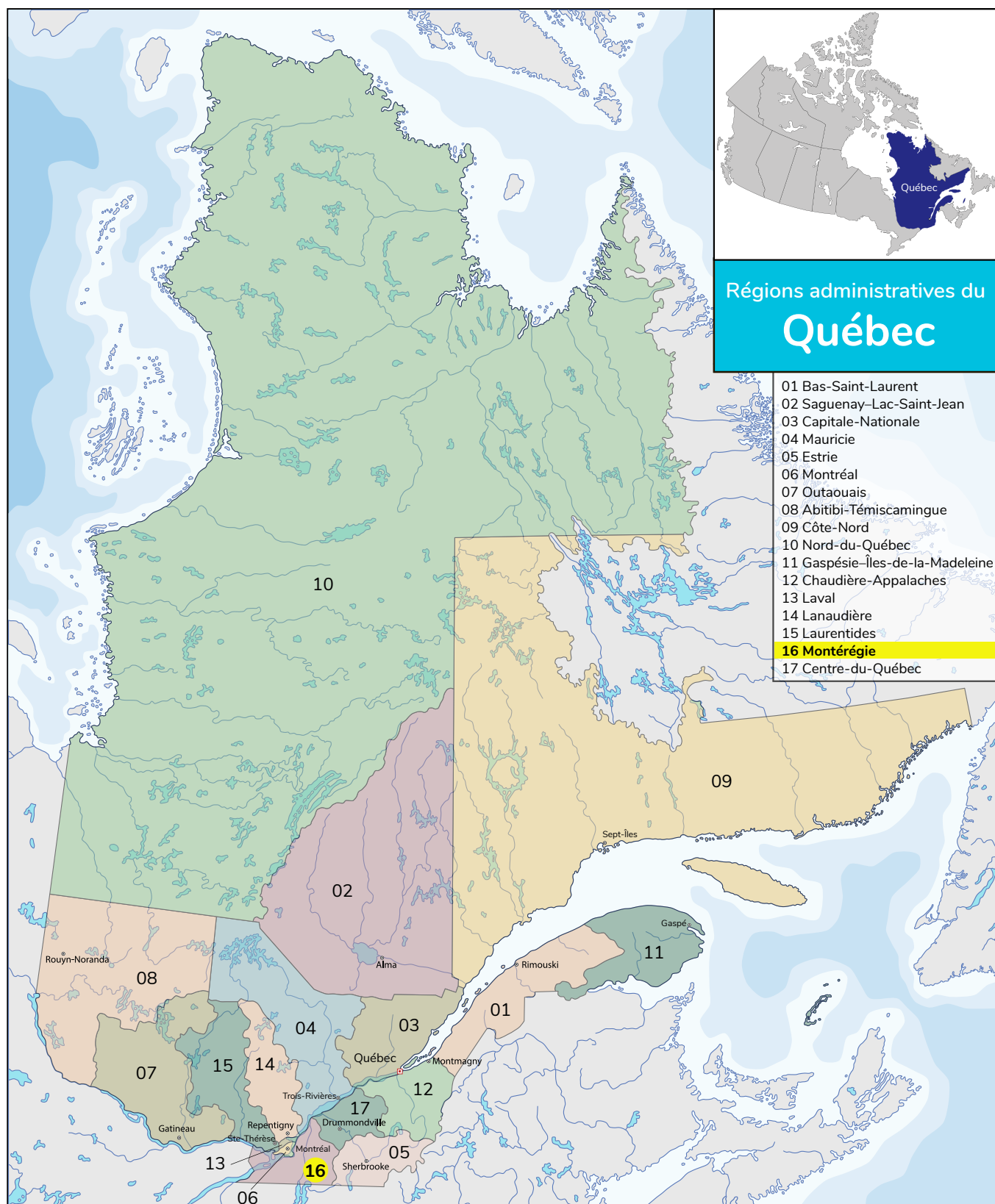


TABLE DES MATIÈRES

MISE EN CONTEXTE	1
DÉFINITIONS.....	2
AXE DÉMOGRAPHIQUE.....	5
POPULATION	5
Projection de la croissance de la population, 2020-2041	6
Poids des groupes d'âge, 2020 et projection 2041	6
MÉNAGES PRIVÉS.....	7
Projection de la croissance du nombre de ménages, 2020-2041	7
Répartition des ménages selon leur taille, 2016.....	7
Ménages dirigés par une personne de 65 ans ou plus, 2020 et projection 2041	8
Mode d'occupation des ménages, 2016.....	8
IMMIGRATION ET NAISSANCES.....	9
Proportion, par région administrative, de la totalité des migrants internationaux accueillis par le Québec de 2011 à 2016.....	9
Évolution de la part des immigrants accueillis par le Québec qui s'établissent dans la RA de la Montérégie.....	10
Indice synthétique de fécondité, 2020.....	10
AXE ÉCONOMIQUE.....	11
REVENU ET LOGEMENT	11
Revenu total annuel médian des ménages, 2015.....	11
Proportion de ménages en situation de faible revenu selon le mode d'occupation, 2015	12
Taux de chômage, d'emploi et d'activité, RA de la Montérégie et province de Québec, 2019-2021	12
Ménages ayant des besoins impérieux en logement selon le type de besoin et le mode d'occupation, 2016.....	13
Type de réparations nécessaires selon la période de construction, 2016.....	14
Proportion de ménages consacrant plus de 30 % et plus de 50 % de leur revenu à se loger, 2015.....	15
MARCHÉ DE L'HABITATION.....	16
Mises en chantier par marché visé, 2020.....	17
Taux d'effort hypothécaire.....	18
Taux d'effort hypothécaire, RA de la Montérégie et province de Québec, 2021	18
Prix médian des propriétés en fonction du type de propriété et de l'arrondissement, quatrième trimestre de 2021	19
Augmentation du prix des propriétés	19
MARCHÉ LOCATIF PRIVÉ	20
Taux d'inoccupation et loyer moyen des appartements selon le nombre de chambres à coucher, 2020.....	20

INDICE DE VITALITÉ ÉCONOMIQUE	21
Indice de vitalité économique des MRC de la RA de la Montérégie, 2018	21
AXE SOCIOPOLITIQUE	22
BESOINS EN MATIÈRE D'HABITATION ET DE SERVICES	22
Taux d'incapacité, EQLAV 2010-2011	23
RÉSIDENCES POUR ÂÎNÉS.....	23
INTERVENTIONS DE LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC	24
AIDE AU LOGEMENT	24
AIDE AU PAIEMENT DU LOYER	26
AIDE À LA RÉNOVATION ET À L'ADAPTATION DE DOMICILE.....	26
APPUI AUX PRIORITÉS RÉGIONALES ET MUNICIPALES	28
WEBOGRAPHIE.....	29



Montérégie ©TQ/Trudel, Denis

MISE EN CONTEXTE

Le portrait régional de la région administrative (RA) de la Montérégie présenté dans les prochaines pages s'inscrit dans l'objectif que s'est fixé le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de diffuser les connaissances en habitation au Québec en colligeant l'information sur les conditions d'habitation des ménages québécois et en la rendant accessible dans un texte simple, clair et intelligible à un vaste public.

C'est dans cette optique que le Ministère dresse les portraits régionaux de l'habitation des RA du Québec, en les situant dans le contexte de l'ensemble de la province. Ces portraits visent à établir, à partir de données statistiques, un profil de l'état actuel du marché (offre et demande) de l'habitation et quant aux besoins en matière de logement dans les différentes RA. Les portraits sont divisés en quatre parties : l'axe démographique, l'axe économique, l'axe sociopolitique et les interventions du gouvernement.

Note : Les statistiques non reliées à une source proviennent de données acquises par le Ministère auprès d'organismes externes, dont ses différents mandataires et partenaires et Statistique Canada.

Les données de ce document sont mises à jour annuellement.

DÉFINITIONS

Besoins impérieux en matière de logement : «On dit d'un ménage qu'il éprouve des "besoins impérieux en matière de logement" si son habitation n'est pas conforme à au moins une des normes d'occupation (qualité, taille et abordabilité) et si 30 % de son revenu total avant impôt serait insuffisant pour payer le loyer médian des logements acceptables (répondant aux trois normes d'occupation) situés dans sa localité.

Les normes d'occupation se définissent de la manière suivante :

- ▶ Un logement est de qualité convenable si, de l'avis des occupants, il ne nécessite pas de réparations majeures.
- ▶ Un logement est abordable si le ménage consacre moins de 30 % de son revenu total avant impôt aux frais de logement.
- ▶ Un logement est de taille convenable s'il compte suffisamment de chambres pour répondre aux besoins du ménage étant donné sa taille et sa composition, d'après les prescriptions de la Norme nationale d'occupation (NNO).

Sont pris en considération dans l'évaluation des "besoins impérieux en matière de logement" uniquement les ménages privés non agricoles, hors réserve et propriétaires ou locataires qui ont un revenu positif et dont le rapport des frais de logement au revenu est inférieur à 100 %.

Les ménages non familiaux dont la personne de référence est âgée de 15 à 29 ans et aux études ne sont pas considérés comme ayant des "besoins impérieux en matière de logement", peu importe leur situation de logement. Il est estimé que les études sont une étape de transition et donc que les faibles revenus gagnés par les ménages composés d'étudiants sont une situation temporaire¹.»

Chômage : «Les chômeurs sont les personnes qui, au cours de la semaine de référence :

- ▶ n'avaient pas de travail, mais avaient cherché du travail au cours des quatre dernières semaines se terminant avec la période de référence et étaient disponibles pour travailler;
- ▶ avaient été mises à pied temporairement à cause de la conjoncture économique, mais s'attendaient à être rappelées au travail et étaient disponibles pour travailler; ou
- ▶ étaient sans emploi, mais avaient un emploi devant commencer dans les quatre semaines à compter de la période de référence et étaient disponibles pour travailler².»

Emploi : «Les personnes occupées sont celles qui, au cours de la semaine de référence :

- ▶ effectuaient un travail quelconque dans le cadre d'un emploi ou dans une entreprise, c'est-à-dire tout travail rémunéré accompli pour un employeur ou à son propre compte. Cela comprend aussi les personnes qui effectuaient un travail familial, lequel est défini comme un travail non rémunéré qui contribue directement à l'exploitation d'une ferme, d'une entreprise ou d'un cabinet de professionnels appartenant à un membre apparenté du même ménage et exploité par ce dernier; ou

1 STATISTIQUE CANADA. [Plan de diffusion et aperçu des concepts de l'Enquête canadienne sur le logement de 2018](#). 2019.

2 STATISTIQUE CANADA. [Guide de l'Enquête sur la population active – 2020](#). 2020.

- ▶ avaient un emploi, mais n'étaient pas au travail à cause d'une maladie ou d'une incapacité, pour obligations personnelles ou familiales, pour des vacances ou à la suite d'un conflit de travail. Cette catégorie exclut les personnes mises à pied ou entre deux emplois occasionnels, et celles qui n'avaient pas d'emploi à ce moment-là (même si elles avaient un emploi devant commencer à une date ultérieure)³.»

Incapacité : «Chez les adultes, le concept d'incapacité renvoie à la réduction (partielle ou totale) de la capacité de réaliser certaines fonctions ou tâches de la vie quotidienne, comme entendre, voir, parler, marcher ou manier des objets. Il inclut aussi des limitations sur le plan des fonctions cognitives (comme les difficultés de mémoire, les troubles d'apprentissage, la déficience intellectuelle ou les troubles envahissants de développement) ainsi que des limitations d'activités à la maison, à l'école ou au travail ou encore dans les déplacements, les sports ou les loisirs, en raison d'un état ou d'un problème de santé physique de longue durée (plus de six mois), d'une part, ou en raison d'un trouble émotif, psychologique ou psychiatrique de longue durée, d'autre part. Un adulte n'est pas considéré comme ayant une incapacité si l'utilisation d'une aide technique lui permet de surmonter sa déficience⁴.»

Indice de vitalité économique : «Moyenne géométrique des variables normalisées de trois indicateurs, à savoir le taux de travailleurs, le revenu total médian des particuliers et le taux d'accroissement annuel moyen de la population sur cinq ans. Ces indicateurs représentent chacun une dimension essentielle de la vitalité, soit respectivement le marché du travail, le niveau de vie et la dynamique démographique⁵.»

Mode d'occupation : «Indique si le ménage possède ou loue son logement privé. Le logement privé peut être situé sur un terrain loué ou faire partie d'une copropriété (communément appelé condominium). On considère qu'un ménage possède son logement si l'un des membres du ménage détient le logement, même si la totalité du prix n'a pas été versée, par exemple si le logement est grevé d'hypothèque ou d'une autre créance. On considère qu'un ménage loue son logement si aucun membre du ménage ne possède le logement. On considère qu'un ménage loue un logement même si le logement ne fait l'objet d'aucun loyer en espèces ou est loué à un loyer réduit, ou si le logement fait partie d'une coopérative.

Pour des raisons historiques et légales, l'occupation des logements dans les réserves indiennes ou les établissements indiens ne se prête pas à la classification habituelle du mode d'occupation⁶.»

3 Loc. cit.

4 ISQ. *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement (EQLAV) 2010-2011 – Utilisation des services de santé et des services sociaux des personnes avec incapacité*, volume 2, p. 40.

5 ISQ. *Indice de vitalité économique des territoires*. 2021.

6 STATISTIQUE CANADA. *Dictionnaire, Recensement de la population, 2016, «Mode d'occupation»*. 2017.

Revenu total : « Dans le contexte des ménages, le revenu total s'entend des rentrées d'argent de certaines sources pour tous les membres du ménage, avant impôts sur le revenu et autres retenues, au cours d'une période de référence donnée⁷. »

Salaire : « Depuis janvier 1997, des renseignements sont recueillis sur le salaire ou traitement habituel des employés à leur emploi principal. On demande aux répondants de déclarer leur salaire ou traitement, y compris les pourboires et les commissions, avant impôt et autres déductions. Les salaires ou traitements hebdomadaires ou horaires sont calculés conjointement avec les heures de travail par semaine habituellement payées. Les salaires horaires moyens, les salaires hebdomadaires moyens et la répartition des salaires peuvent donc faire l'objet de croisements avec d'autres variables comme l'âge, le sexe, l'éducation, la profession et le statut syndical. Les personnes qui sont rémunérées sur une base horaire sont également identifiées⁸. »

Seuils de faible revenu selon la mesure du faible revenu avant impôt : Ces seuils varient en fonction de la composition des ménages et vont comme suit pour l'année 2015 :

- ▶ 1 personne : 22 505 \$
- ▶ 2 personnes : 31 827 \$
- ▶ 3 personnes : 38 980 \$
- ▶ 4 personnes : 45 011 \$
- ▶ 5 personnes : 50 323 \$
- ▶ 6 personnes ou plus : 55 127 \$

Situation d'activité : « Désigne la situation du répondant sur le marché du travail : un membre de la population âgé de 15 ans et plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) est soit occupé, soit en chômage, soit inactif⁹. »

Taux d'activité : « Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans ou plus. Un taux d'activité élevé signifie qu'une proportion importante de la population en âge de travailler est en emploi ou activement à la recherche d'un emploi¹⁰. »

Taux de chômage : « Nombre de chômeuses et de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active¹¹. »

Taux d'emploi : « Nombre de personnes occupées (en emploi) exprimé en pourcentage de la population de 15 ans ou plus¹². »

7 Ibid., « [Revenu total](#) ». 2017.

8 STATISTIQUE CANADA. [Guide de l'Enquête sur la population active – 2020](#). 2020.

9 Loc. cit.

10 EMPLOI-QUÉBEC. [Définitions – Enquête sur la population active](#). 2019.

11 Loc. cit.

12 Loc. cit.



Montréal ©TQ/Turgeon, Linda

AXE DÉMOGRAPHIQUE

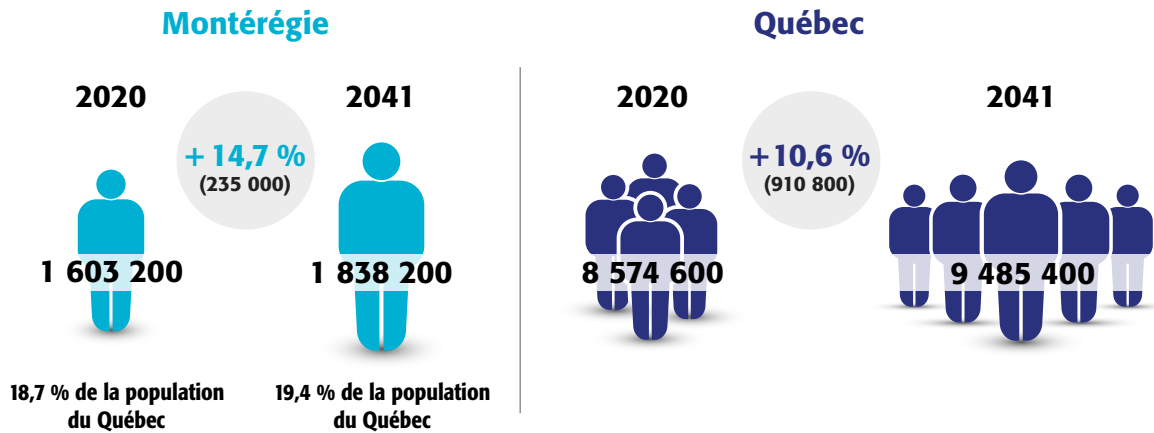
POPULATION

Selon les plus récentes projections¹³ de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population de la Montérégie pourrait augmenter de 14,7 % de 2020 à 2041, pour atteindre 1 838 200 habitants¹⁴. Cette variation est supérieure à celle de 10,6 % prévue pour le Québec pour la même période et place cette RA parmi celles dont la croissance projetée est la plus élevée. Le poids relatif de la RA dans le Québec devrait donc augmenter d'ici 2041 par rapport au niveau de 2020.

¹³ Les projections de l'ISQ sont basées sur trois scénarios : le scénario de référence (A), qui rassemble les hypothèses issues de la tendance moyenne des dernières années; le scénario faible (D), qui regroupe les hypothèses les moins favorables à la croissance; et le scénario fort (E), qui regroupe les hypothèses les plus favorables à la croissance. C'est le scénario de référence qui est utilisé aux fins des portraits régionaux produits par le MAMH.

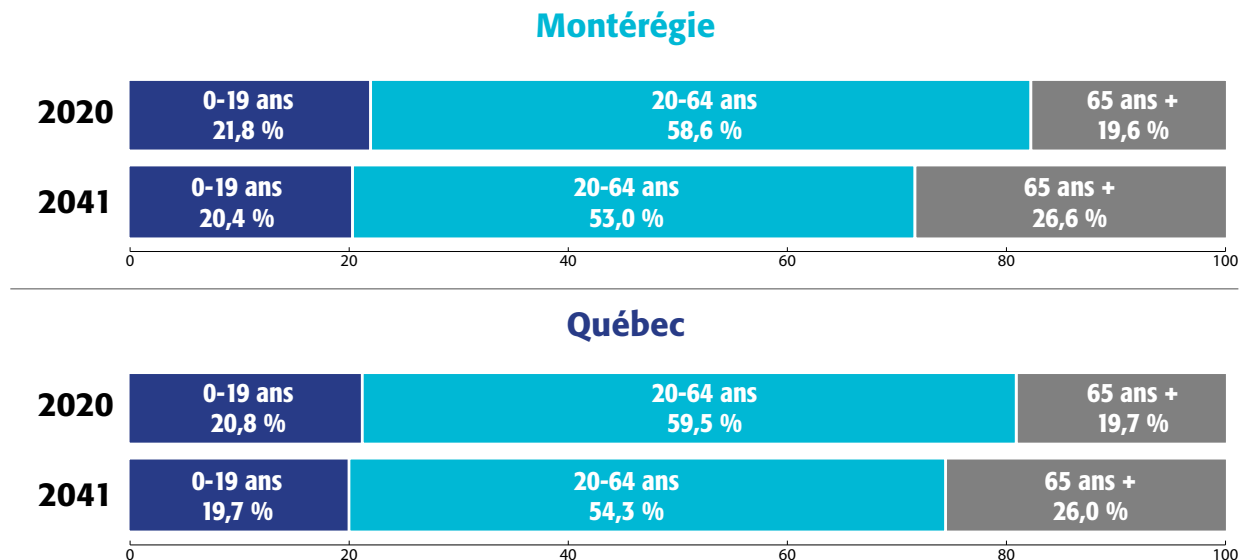
¹⁴ ISQ. [Mise à jour 2021 des perspectives démographiques du Québec et des régions, 2020-2066](#), p. 16, tableau 2. 2021.

Projection de la croissance de la population, 2020-2041



D'ici 2041, la population de la RA de la Montérégie pourrait se retrouver avec une plus grande part de sa population âgée de 65 ans ou plus que dans l'ensemble de la population du Québec. En effet, la proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus dans la RA passerait de 19,6 % à 26,6 % de 2020 à 2041, une proportion légèrement supérieure à celle prévue pour le Québec¹⁵. De plus, le poids des autres groupes d'âge serait inférieur à celui du Québec. L'âge moyen était de 42,2 ans en 2020 dans la RA (comparativement à 42,6 ans au Québec) et il serait de 45,8 ans en 2041 (comparativement à 45,5 ans au Québec)¹⁶.

Poids des groupes d'âge, 2020 et projection 2041

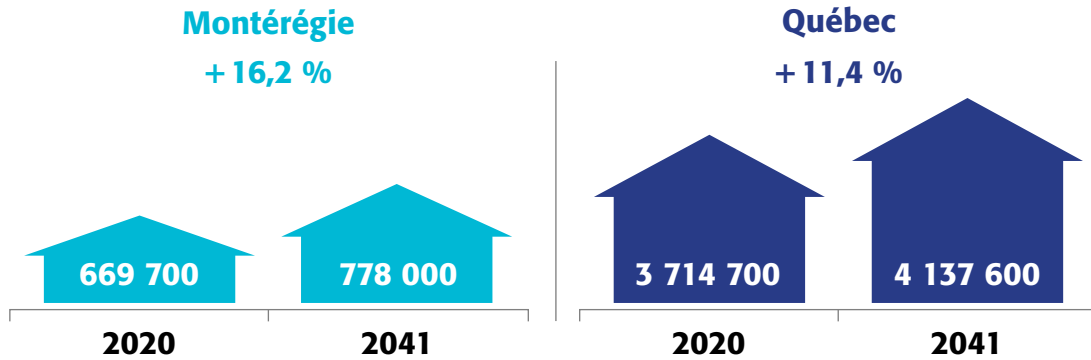


¹⁵ ISQ. *Op. cit.*, p. 39, figure 3.4.

¹⁶ *Ibid.*, p. 42, tableau 3.3.

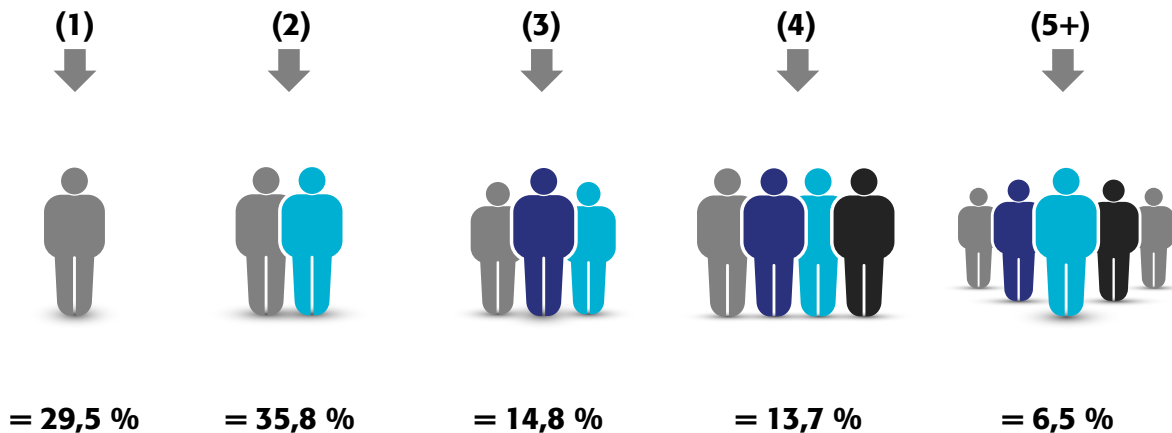
MÉNAGES PRIVÉS

Projection de la croissance du nombre de ménages, 2020-2041



L'ISQ prévoit une augmentation de 11,4 % du nombre de ménages au Québec entre 2020 et 2041¹⁷. Cette augmentation pourrait être plus importante dans la RA de la Montérégie, qui pourrait voir son nombre de ménages augmenter de 16,2 %¹⁸.

Répartition des ménages selon leur taille, 2016



En 2016, près des deux tiers des ménages de la RA comptaient un (29,2 %) ou deux (35,8 %) individus, comparativement à 33,4 % et 34,3 % au Québec, respectivement¹⁹. En conséquence, la RA comptait un plus grand nombre de ménages de plus d'une personne que la moyenne provinciale.

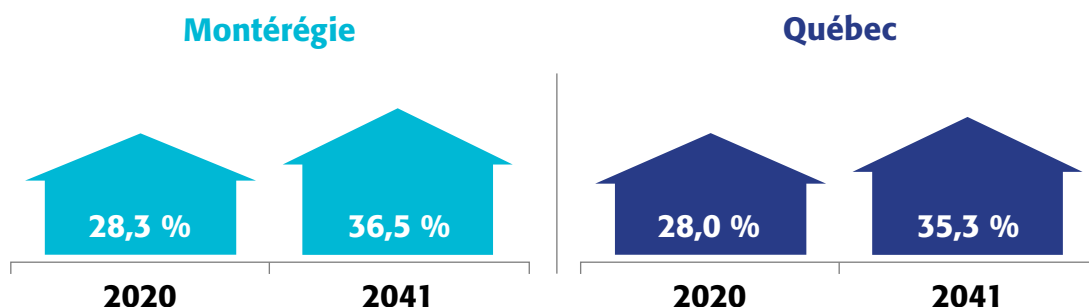
¹⁷ Ibid., p. 54, tableau 4.3.

¹⁸ Loc. cit.

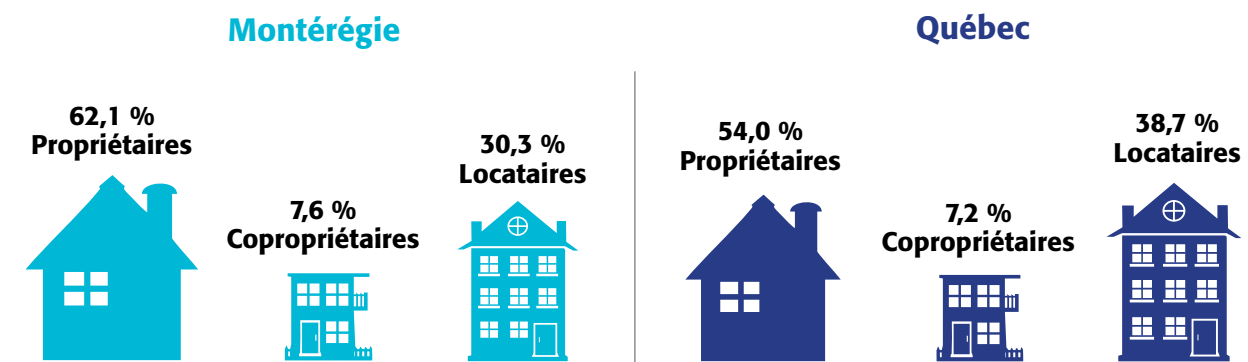
¹⁹ Données sur les ménages privés non agricoles vivant hors réserves indiennes et dont le revenu total excède zéro.

En 2020, 28,3 % des ménages dans la RA et 28,0 % de ceux du Québec étaient dirigés par une personne de 65 ans ou plus²⁰. L'ISQ prévoit qu'en 2041 ces pourcentages seront respectivement de 36,5 % et de 35,3 %²¹.

Ménages dirigés par une personne de 65 ans ou plus, 2020 et projection 2041



Mode d'occupation des ménages, 2016



En 2016, le mode d'occupation (voir section Définitions) des ménages de la RA différait de la moyenne québécoise. Le taux de propriété²² était de 69,7 % dans la RA, un taux supérieur à celui du Québec, qui était de 61,2 %. Conséquemment, le taux de locataires était inférieur à la moyenne québécoise dans la RA.

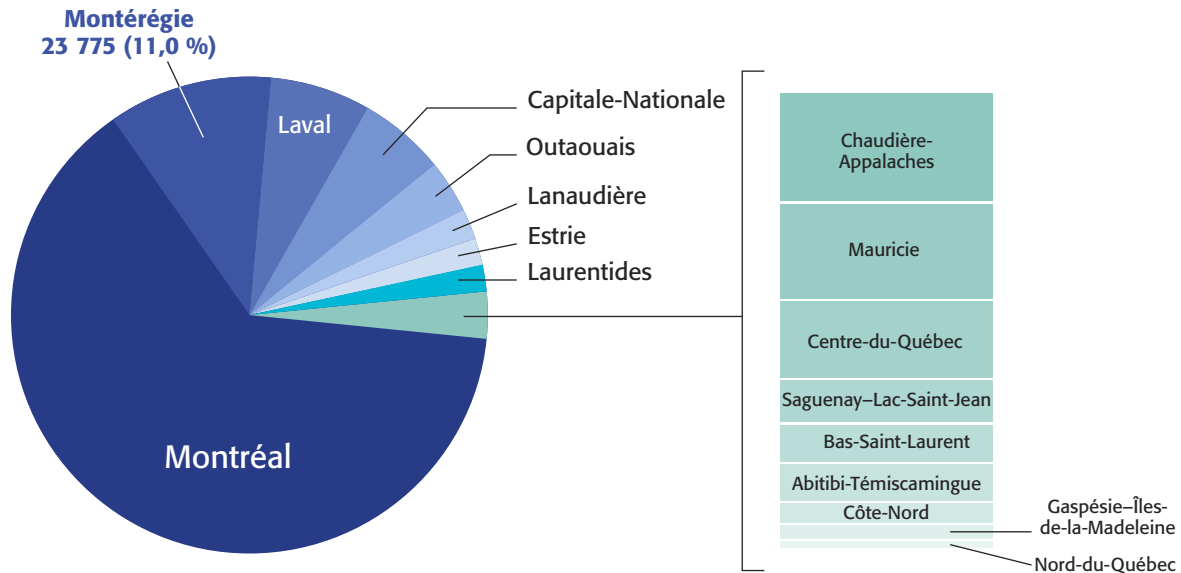
²⁰ ISQ. *Op. cit.*, p. 53, tableau 4.2.

²¹ *Loc. cit.*

²² Le taux de propriété comprend la catégorie des propriétaires et celle des copropriétaires.

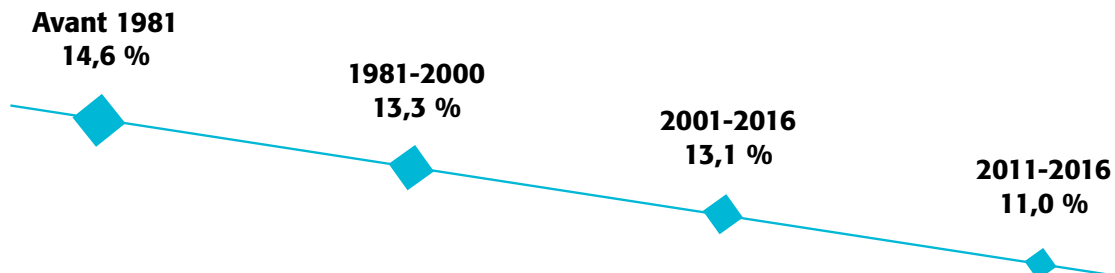
IMMIGRATION ET NAISSANCES

Proportion, par région administrative, de la totalité des migrants internationaux accueillis par le Québec de 2011 à 2016



Parmi les immigrants internationaux ayant choisi le Québec entre 2011 et 2016²³, 11,0 % se sont établis dans la RA, soit une proportion inférieure à son poids démographique dans la province (18,6 %). En 2016, 10,0 % des habitants de la RA étaient nés hors du Canada, une proportion inférieure à celle du Québec (13,7 %)²⁴. Comme démontré dans le graphique ci-dessous, la proportion des immigrants que le Québec accueille et qui choisissent la RA est en baisse par rapport à sa moyenne historique.

Évolution de la part des immigrants accueillis par le Québec qui s'établissent dans la RA de la Montérégie



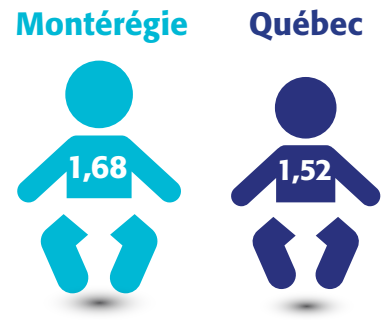
23 STATISTIQUE CANADA. Profil du recensement, Recensement de 2016 – Montérégie [Région économique], Québec et Québec [Province], Thème : Immigration et citoyenneté – Statut d'immigrant et la période d'immigration, 2016.

24 STATISTIQUE CANADA. *Op. cit.*, Thème : Immigration et citoyenneté – Immigrants, taux.

Les migrations interrégionales projetées expliquent en majeure partie la croissance démographique prévue pour la RA. Au cours de l'année 2017-2018, la RA a connu des gains de 8 918 personnes, représentant 0,58 % de sa population²⁵. À cet égard, au cours de l'année 2019-2020, la RA a connu des gains de 7 957 personnes, dans ses échanges migratoires interrégionaux.

Indice synthétique de fécondité, 2020

Parmi les autres facteurs ayant une incidence sur la croissance de la population de la RA, on compte l'indice synthétique de fécondité et le taux de mortalité. En 2020, l'indice synthétique de fécondité de la RA (1,68 enfant par femme) était supérieur à celui du Québec (1,52)²⁶. Quant au taux de mortalité, celui de la RA était de 8,2 décès pour 1 000 habitants en 2020, contre 8,7 au Québec²⁷.



25 ISQ. [Coup d'œil sociodémographique](#), « La migration interrégionale au Québec en 2020-2021: les pertes accrues des grands centres profitent à plusieurs régions », janvier 2021, volume 26, numéro 1.

26 ISQ. [Données sociodémographiques en bref](#), « Naissances, décès et mariages au Québec en 2018 – Données provisoires », juin 2019, volume 23, numéro 3, p. 6, figure 4. 2019.

27 ISQ. Statistiques et publications – [Taux de natalité, de mortalité et de nuptialité par RA, Québec 1986-2020](#), 2021.



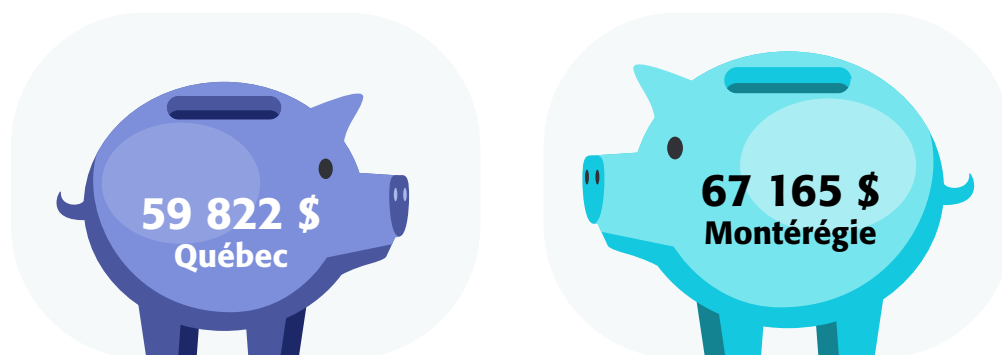
Montérégie ©TQ/Lessard, Carl

AXE ÉCONOMIQUE

REVENU ET LOGEMENT

Pour 2015, le revenu total (voir section Définitions) annuel médian des ménages de la RA atteignait 67 165 \$, alors qu'il était de 59 822 \$ pour les ménages québécois²⁸. Les ménages de la RA avaient donc un revenu annuel brut médian plus élevé de 12,3 % que celui des Québécois dans leur ensemble. Le revenu total médian des ménages de la RA était le quatrième plus élevé au Québec.

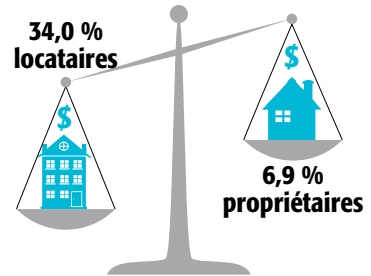
Revenu total annuel médian des ménages, 2015



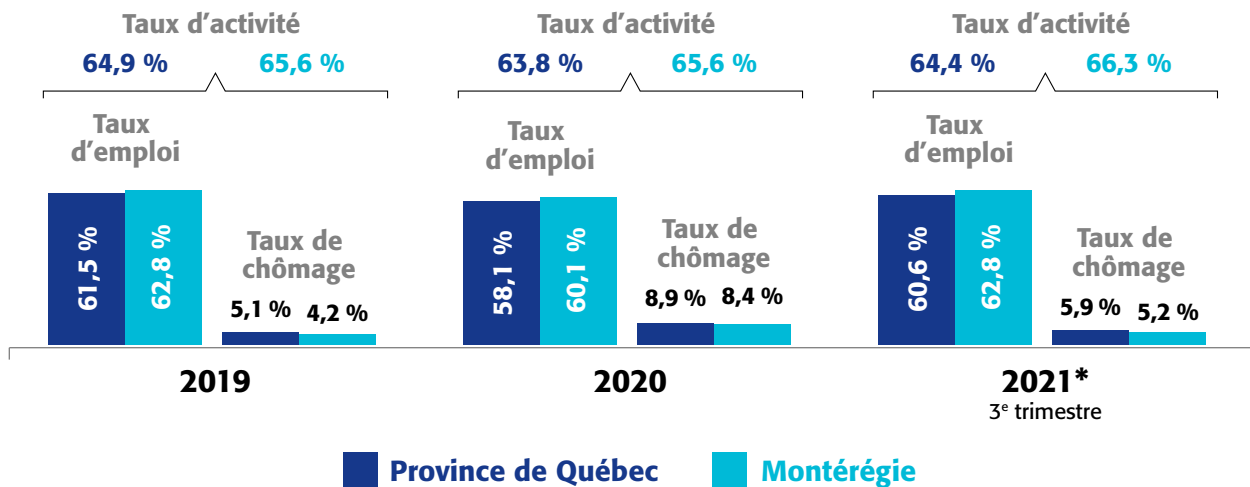
28 STATISTIQUE CANADA. *Op. cit.*, Thème : Revenu – Revenu total médian des ménages en 2015.

Proportion de ménages en situation de faible revenu selon le mode d'occupation, 2015

En 2015, la proportion de ménages en situation de faible revenu selon la mesure de faible revenu avant impôt (voir section Définitions) se situait à 15,1 % dans la RA, une proportion nettement inférieure à celle du Québec (19,2 %). Il existe cependant de grandes disparités entre les propriétaires²⁹, dont 6,9 % se trouvent en situation de faible revenu, et les locataires³⁰, dont 34,0 % sont dans la même situation.



Taux de chômage, d'emploi et d'activité, RA de la Montérégie et province de Québec, 2019-2021*



Au troisième trimestre de 2021, l'ISQ estimait que le taux de chômage (voir la section Définitions) se situait à 5,2 % dans la RA de la Montérégie, un taux inférieur à celui du Québec (5,9 %)³¹. Les taux d'emploi (62,8 %) et d'activité (66,3 %) (voir la section Définitions) de la RA étaient supérieurs à ceux du Québec, respectivement de 60,6 % et de 64,4 %³².

²⁹ Propriétaires et copropriétaires.

³⁰ Locataires en logements subventionnés et en logements non subventionnés.

³¹ ISQ, Statistiques et publications – [Taux de chômage, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2011-2021](#), 2021.

³² *Ibid.* [Taux d'emploi, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2011-2021](#) et [Taux d'activité, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2011-2021](#), 2021.

Ménages ayant des besoins impérieux en logement selon le type de besoin et le mode d'occupation, 2016

Les caractéristiques et les proportions de ménages éprouvant des besoins impérieux en matière de logement³³ (voir section Définitions) dans la RA de la Montérégie sont relativement semblables à la moyenne de l'ensemble du Québec. La seule différence notable entre le Québec et la RA se trouvait au niveau des ménages propriétaires de la RA qui étaient proportionnellement moins nombreux que ceux de la province à habiter un logement de qualité insuffisante.

Comme pour la totalité des RA du Québec, on constate que le premier besoin impérieux en matière de logement auquel sont confrontés l'ensemble des ménages de la RA est celui de l'abordabilité, et ce, dans une plus grande mesure que dans l'ensemble du Québec.

	Montérégie					
	Propriétaires		Locataires		Total	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
Nombre de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement	10 340	23,4	33 845	76,6	44 185	100,0
Ayant au moins / entre autres :	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%
• un problème de qualité	1 335	12,9	3 490	10,3	4 820	10,9
• un problème de taille	260	2,5	2 155	6,4	2 420	5,5
• un problème d'abordabilité	9 780	94,6	32 345	95,6	42 120	95,3

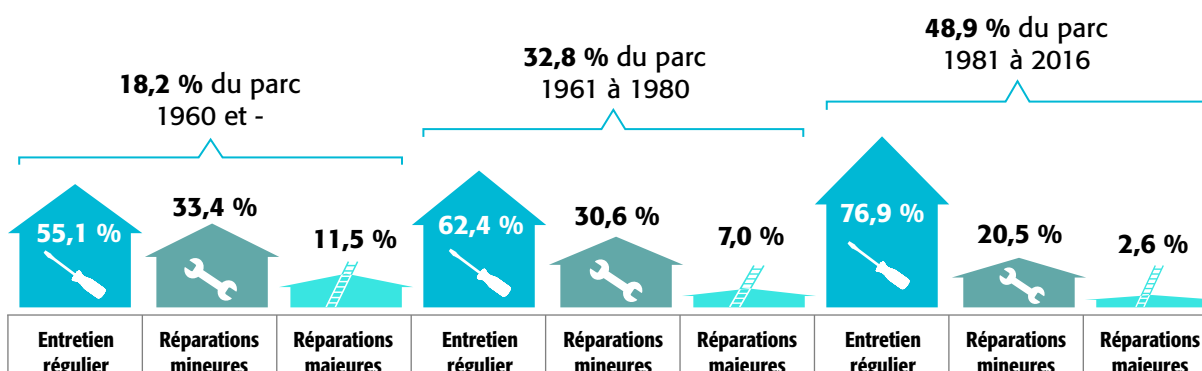
	Province de Québec					
	Propriétaires		Locataires		Total	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
Nombre de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement	61 465	20,1	244 120	79,9	305 590	100,0
Ayant au moins / entre autres :	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%
• un problème de qualité	10 715	17,4	26 920	11,0	37 640	12,3
• un problème de taille	2 035	3,3	23 290	9,5	25 325	8,3
• un problème d'abordabilité	55 885	90,9	228 925	93,8	284 810	93,2

* Un ménage peut avoir plusieurs types de besoins. C'est pourquoi la somme des pourcentages dépasse 100 %.

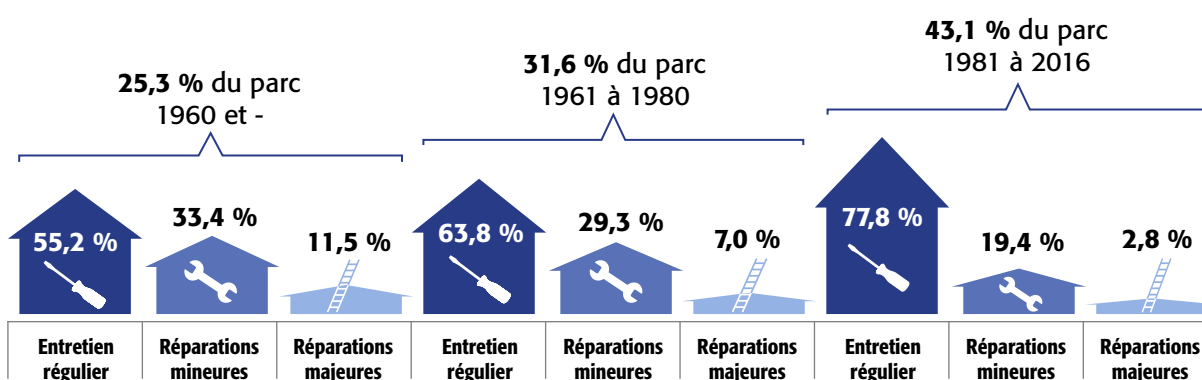
33 En raison d'un procédé d'arrondissement aléatoire employé par Statistique Canada afin d'assurer la confidentialité des données, il est possible que l'addition des ménages locataires et propriétaires donne une somme différente (+/- 20) de ce que le tableau indique. Pour plus de renseignements sur cette méthode, voir le site de [Statistique Canada](http://www.statcan.ca).

Type de réparations nécessaires selon la période de construction, 2016

Montérégie

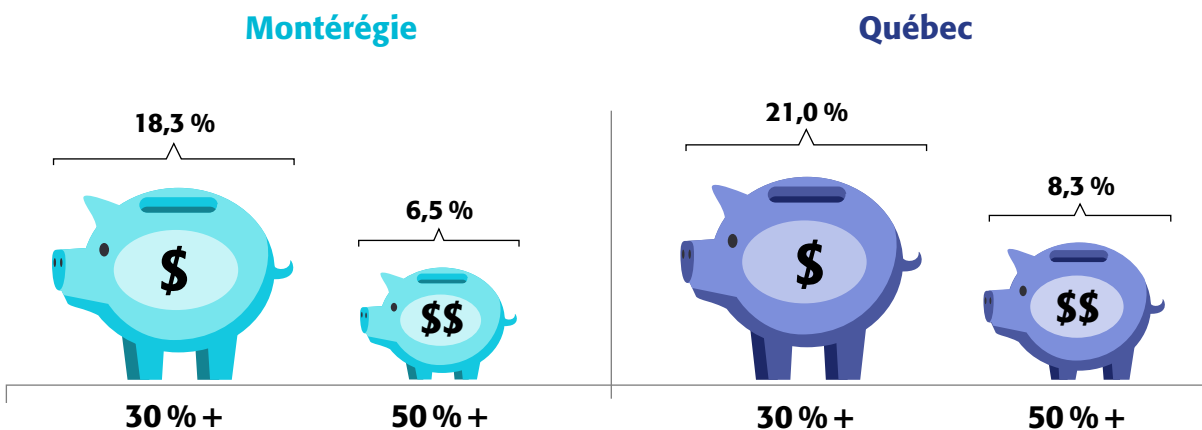


Québec



Le parc de logements (voir la section Définitions) de la RA de la Montérégie est légèrement plus jeune que la moyenne québécoise. Environ 49 % de celui-ci a été construit après 1981, comparativement à environ 43 % pour le Québec. Il est toutefois dans un état comparable à celui du Québec : en effet, le taux de logements ayant besoin de réparations majeures dans la RA était de 5,7 %, contre 6,3 % pour la province en 2016.

Proportion de ménages consacrant plus de 30 % et plus de 50 % de leur revenu à se loger, 2015



En 2016, 113 410 ménages (18,3 %) de la RA de la Montérégie consacraient plus de 30 % de leur revenu au logement, soit le seuil maximal recommandé et 40 140 (6,5 %) y consacraient plus de 50 % de leur revenu, des proportions inférieures à celles du Québec dans son ensemble (21,0 % et 8,3 %).

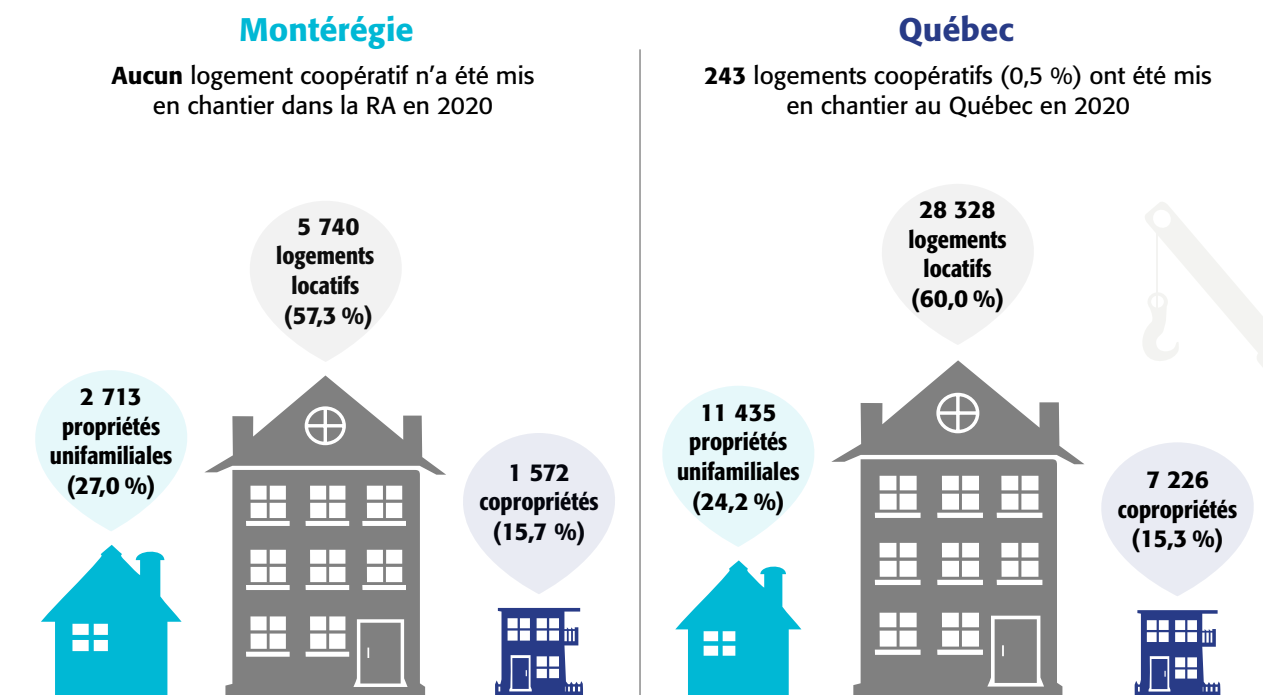
MARCHÉ DE L'HABITATION³⁴

Au quatrième trimestre de 2021, les conditions du marché de l'habitation de la RA étaient généralement favorables aux vendeurs sur la Rive-Sud de Montréal. Cette zone est constituée par la couronne sud de Montréal, à l'exception de Saint-Jean-sur-Richelieu. Durant la même période, dans la RA, selon la ville étudiée, le délai de vente moyen des propriétés unifamiliales, des copropriétés et des plex de 2 à 5 logements étaient respectivement de 79, 90 et 112 jours. Le délai de vente des unifamiliales était nettement sous la moyenne provinciale, alors que celui des plex était au-dessus. Quant à celui des copropriétés il était similaire à celui du Québec.

Centris			
Délai de vente moyen (en jours) – T4 2021			
Ville	Unifamiliale	Copropriété	Plex (2 à 5 logements)
Montréal	31	30	59
Boucherville	23	25	ND
Brossard	34	41	ND
Châteauguay	31	ND	ND
Longueuil (Le Vieux-Longueuil)	21	33	40
Saint-Hyacinthe	25	21	45
Saint-Jean-sur-Richelieu	28	40	55
Salaberry-de-Valleyfield	25	ND	53
Sorel-Tracy	35	ND	ND
Québec (province)	44	49	67

³⁴ Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec. [Marché immobilier – Baromètre du marché résidentiel](#), et Centris. [Statistiques immobilières](#), 2021.

Mises en chantier par marché visé, 2020



En 2020, les mises en chantier³⁵ dans la RA représentaient 21,2 % de toutes les mises en chantier de la province (47 232), une part supérieure à son poids démographique au Québec³⁶. Le secteur des propriétés unifamiliales représentait 23,7 % des mises en chantier provinciales, le secteur locatif, 20,3 %, et le secteur des copropriétés, 21,8 %. Ce secteur a d'ailleurs connu une baisse de son activité. En effet, il représentait 23,5 % des mises en chantier provinciales en 2019, soit une baisse de son poids relatif dans la province de 1,7 point de pourcentage.

³⁵ Données non exhaustives basées sur les municipalités prises en compte par le *Relevé des mises en chantier et des achèvements* de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

³⁶ SCHL. *Portail de l'information sur le marché de l'habitation* – Marché du neuf – Mises en chantier d'habitations (données réelles). 2020. (Données sur les agglomérations de recensement et les municipalités de plus de 10 000 habitants.)

TAUX D'EFFORT HYPOTHÉCAIRE

Au troisième trimestre de 2021, le taux d'effort hypothécaire de la RA de la Montérégie était de 50 %, comparativement à 42 % pour le Québec³⁷. La Montérégie se trouve donc au-dessus de la moyenne québécoise. Cela signifie que, dans la région de la Montérégie, pour avoir accès à une maison au prix médian (440 000 \$ au troisième trimestre de 2021), un individu qui a un revenu médian devrait consacrer 50 % de son revenu au paiement hypothécaire.

Étant plus près de la moyenne québécoise, la propriété dans la RA de la Montérégie est plus accessible que dans certaines régions, comme Montréal (699 000 \$) et Laval (491 000 \$), mais beaucoup moins accessible que dans d'autres régions, comme le Bas-Saint-Laurent (169 000 \$) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (177 000 \$).

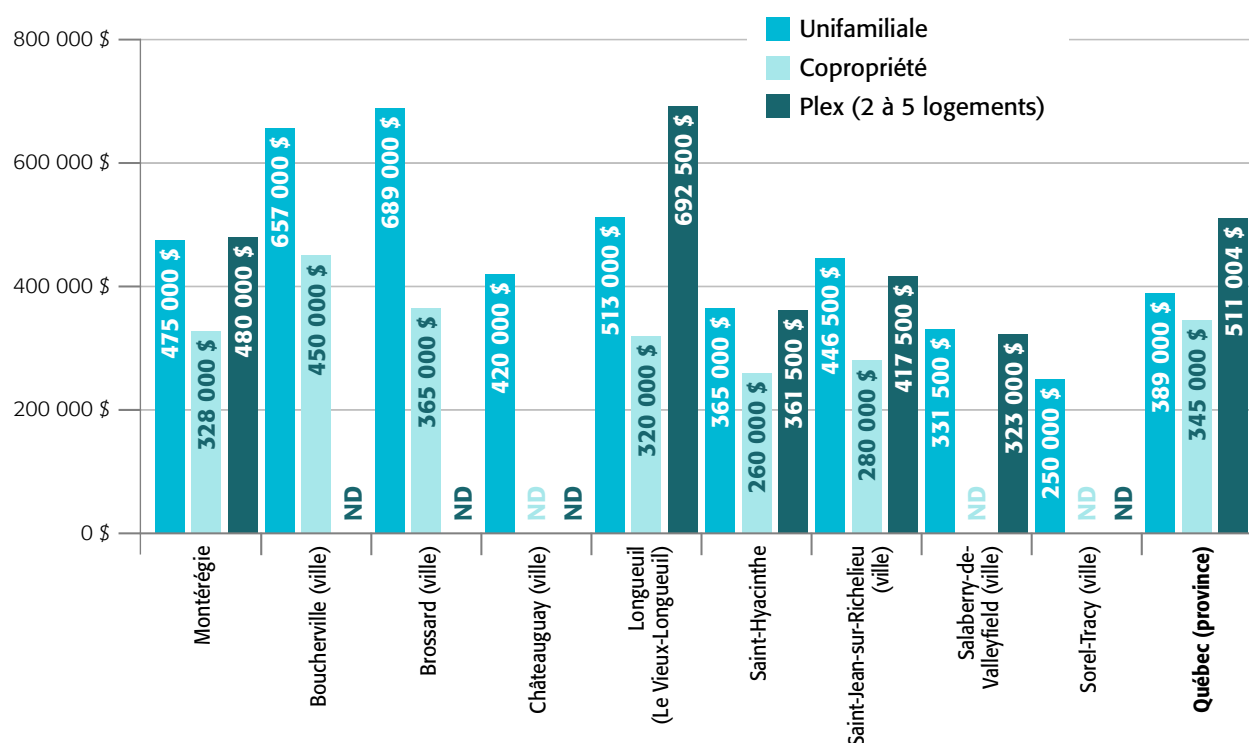
Le prix médian des unifamiliales a augmenté de 26 % du troisième trimestre 2020 au troisième trimestre 2021.

Taux d'effort hypothécaire, RA de la Montérégie et province de Québec, 2021



37 Calculs MAMH-DASH.

Prix médian des propriétés en fonction du type de propriété et de l'arrondissement, quatrième trimestre de 2021



AUGMENTATION DU PRIX DES PROPRIÉTÉS³⁸

Le prix médian des propriétés unifamiliales de la RA de la Montérégie est passé de 295 000 \$ avant la crise sanitaire (2019) à 475 000 \$ (+61 %) au quatrième trimestre de 2021. À titre comparatif, le prix des propriétés unifamiliales est passé de 260 000 \$ à 389 000 \$ (+46,8 %) durant la même période au Québec.

Le prix des copropriétés est quant à lui passé de 210 000 \$ en 2019 à 328 000 \$ (+56,2 %) au quatrième trimestre de 2021, comparativement à une augmentation de 245 000 \$ à 345 000 \$ (+38 %) pour le Québec durant la même période.

Quant au prix médian des plex de 2 à 5 logements, il est passé, au cours de la même période, de 330 000 \$ à 480 000 \$ (+45,5 %) dans la RA et de 420 050 \$ à 511 004 \$ (+18,8 %) dans la province.

38 Centris. [Statistiques immobilières](#) (données sur les régions administratives et les villes). 2021.

MARCHÉ LOCATIF PRIVÉ

En octobre 2020, les taux d'inoccupation³⁹ de Granby, de Saint-Hyacinthe et de la rive sud de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal se situaient sous la barre du 1 %, nettement en dessous de la moyenne provinciale.

Quant aux loyers mensuels moyens de la RA, ils se situaient à des niveaux légèrement supérieurs à ceux du Québec pour les logements de 2 c.c. ou plus sur la rive sud de la RMR de Montréal. Ils étaient inférieurs dans les autres typologies de logement de la rive sud de la RMR, ainsi que dans toutes les typologies des AR de la RA⁴⁰.

Taux d'inoccupation et loyer moyen des appartements selon le nombre de chambres à coucher, 2020

Ville		Studio	1 c.c.	2 c.c.	3 c.c.+	Total
Granby	1	**	0,7 b	0,0 c	0,3 b	0,2 b
	2	455 b	586 a	708 a	885 b	711 a
	3	++	3,2 c	2,5 c	**	2,5 c
Saint-Hyacinthe	1	**	**	0,5 b	**	0,6 b
	2	542 b	606 b	774 b	913 a	753 a
	3	**	++	2,3 c	++	**
Sorel-Tracy	1	**	5,8 c	1,4 a	2,2 c	2,5 a
	2	406 a	508 a	633 a	685 a	612 a
	3	**	6,7 c	3,3 b	4,4 d	3,9 b
Salaberry-de-Valleyfield	1	**	**	**	**	1,7 c
	2	475 a	543 a	724 a	685 a	661 a
	3	**	2,9 c	**	**	**
RMR de Montréal (rive-sud)	1	1,1 d	1,6 c	0,6 a	0,9 d	0,8 a
	2	593 a	718 a	869 a	1 053 a	880 a
	3	3,4 b	2,9 b	2,9 b	4,5 c	3,0 a
Province de Québec	1	4,5 b	2,9 a	1,9 a	2,3 b	2,5 a
	2	666 a	764 a	856 a	1 026 a	844 a
	3	5,0 a	4,1 a	3,3 a	2,6 a	3,8 a

Indicateurs du marché locatif : 1. Taux d'inoccupation (%) 2. Loyer moyen (\$) 3. Variation estimative du loyer moyen (%)

Degré de fiabilité des données : a. Excellent b. Très bon c. Bon d. Passable (utiliser avec prudence)

39 SCHL. *Portail de l'information sur le marché de l'habitation* – Marché locatif primaire – Taux d'inoccupation, Loyer moyen et Variation en pourcentage (%) du loyer moyen, 2020. (Données sur les agglomérations de recensement seulement.).

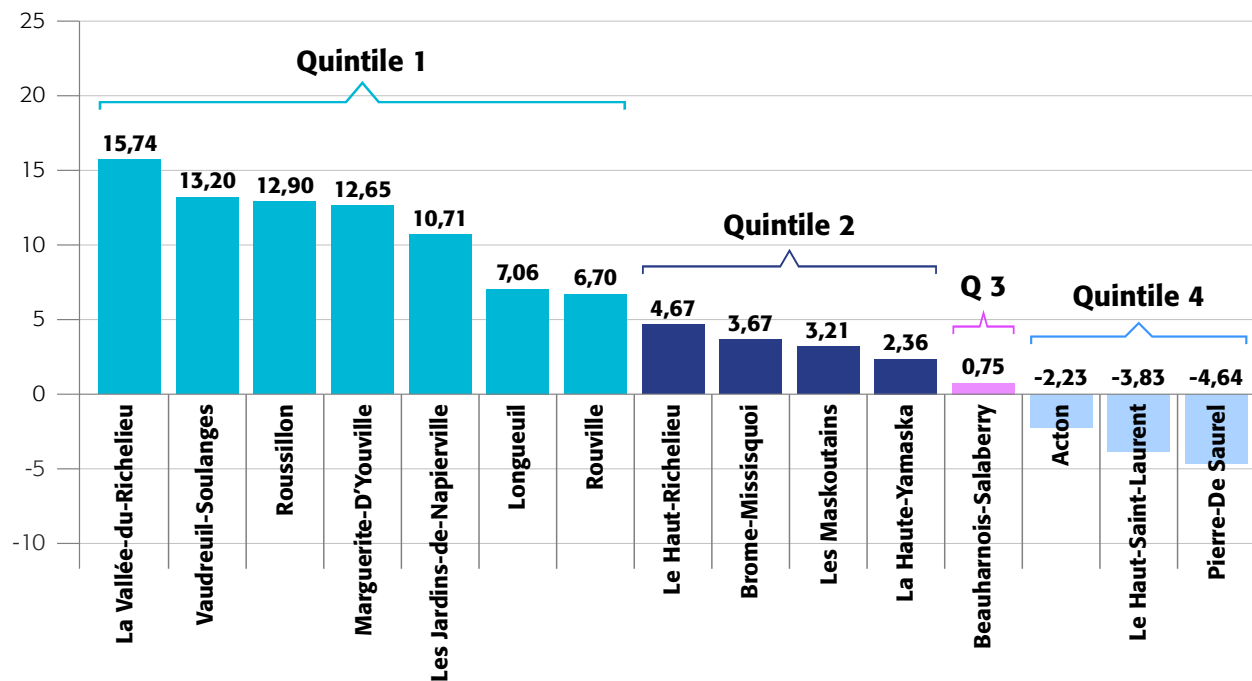
40 Loc. cit.

INDICE DE VITALITÉ ÉCONOMIQUE

En 2018, la situation de la majorité des MRC de la RA quant à l'indice de vitalité économique⁴¹ (voir section Définitions) était positive. Les MRC ayant un indice de vitalité négatif étaient généralement celles se situant le plus loin de la région métropolitaine de recensement de Montréal. En somme la majorité des MRC de la RA se situaient dans la deux premiers quintiles du classement des MRC du Québec⁴².

Cela s'explique par le fait qu'elles sont trop éloignées pour que le taux d'accroissement annuel moyen de leur population profite de l'exode des Montréalais. Leurs populations ont aussi, généralement, un revenu médian relativement moins élevé que les autres MRC.

Indice de vitalité économique des MRC de la RA de la Montérégie, 2018



41 ISQ. Statistiques et publications – [Classement des MRC selon l'indice de vitalité économique, Québec, 2002-2014, 2016 et 2018](#). 2021.

42 L'indice de vitalité économique est un indice composite créé par l'ISQ pour comparer les 104 MRC et les 1 164 localités (municipalités, communautés autochtones, territoires non organisés, etc.) du Québec selon trois axes : le marché du travail, le niveau de vie et la dynamique démographique. Après avoir calculé l'indice pour l'ensemble des localités et MRC, celles-ci sont ordonnées par ordre décroissant puis divisées en quintiles (1^{er} quintile = les plus vitalisées; 5^e quintile = les moins vitalisées). Par définition, l'ensemble des localités ou MRC du Québec sont rangées dans l'un des quintiles (complétude). Ainsi, une RA pourrait ne pas avoir de localités ou de MRC dans l'un ou l'autre des quintiles.



Montérégie ©TQ/Bergeron, Jean-François/Enviro Foto

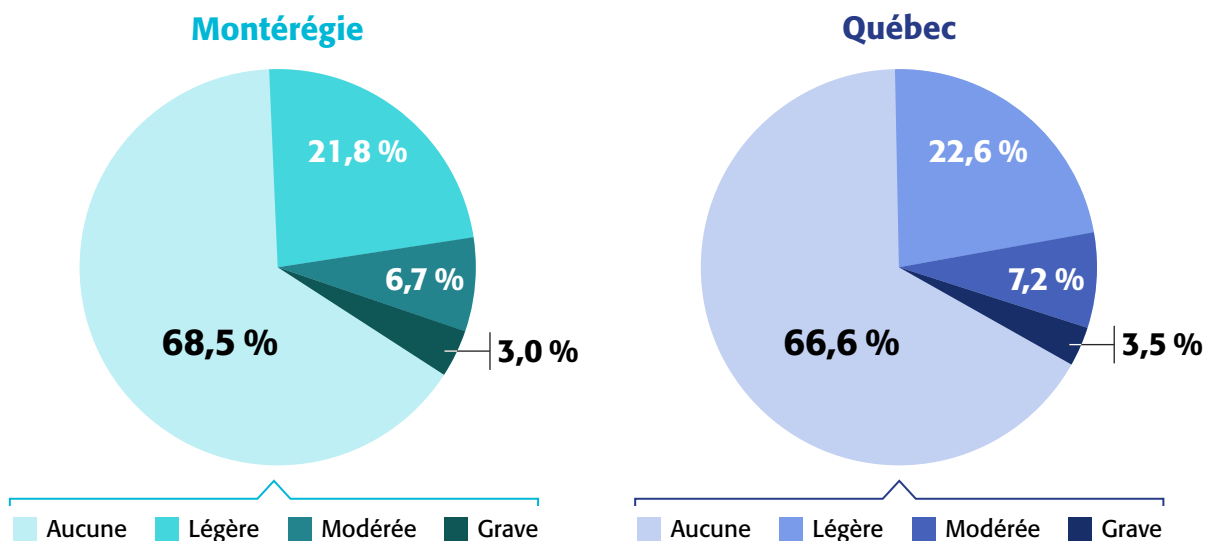
AXE SOCIOPOLITIQUE

BESOINS EN MATIÈRE D'HABITATION ET DE SERVICES⁴³

En 2010-2011, les besoins des ménages de la RA de la Montérégie en matière d'habitation et de services et reliés à des incapacités (voir section Définitions) n'excédaient pas de manière significative la moyenne québécoise. Une fois standardisé afin de tenir compte des différences dans la structure d'âge et de sexe de la population des régions, le taux d'incapacité de la population de la RA était de 31,5 %, ce qui en fait la seule RA ayant un taux inférieur à celui du Québec.

43 ISQ. *EQLAV 2010-2011*. 2013.

Taux d'incapacité, EQLAV 2010-2011



RÉSIDENCES POUR ÂÎNÉS

Au 27 août 2019, le parc de logements locatifs pour personnes âgées de la RA comptait 21 654 logements privés certifiés par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), regroupés en 257 immeubles⁴⁴. À cela s'ajoutaient 949 logements AccèsLogis Québec – volet II, regroupés en 21 projets au 31 mars 2019⁴⁵.

44 MSSS. *Atlas de la Santé et des Services sociaux – Localisation des résidences privées pour aînés*. 2019.

45 Certains logements AccèsLogis Québec – volet II sont certifiés par le MSSS.



Montréal, La Ferme des Quatre-Temps ©TQ/Leroy, Gaëlle

INTERVENTIONS DE LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC



AIDE AU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT SANS BUT LUCRATIF (PROGRAMME HLM)

Ce programme permet à des ménages à faible revenu d'obtenir un logement à loyer modique et de payer un loyer qui correspond à 25 % de leur revenu. Les ménages sont sélectionnés notamment en fonction de leurs conditions socioéconomiques.

Au 31 décembre 2020, la RA de la Montérégie comptait 7 697 logements de type habitations à loyer modique, dans lesquels 32,3 millions de dollars ont été investis pour la durée de l'année civile 2020 à titre de subventions au logement.

Répartition des logements par clientèles du programme :

- ▶ Personnes seules : 325 logements
- ▶ Familles : 2 512 logements
- ▶ Personnes âgées : 4 860 logements

ACCÈSLOGIS QUÉBEC (ACL)

Ce programme d'aide financière encourage le regroupement des ressources publiques, communautaires et privées. Il vise à favoriser la création de logements abordables pour les ménages à revenu faible ou modeste, ou encore pour des clientèles qui ont des besoins particuliers en habitation.

Le programme ACL profitait à 2 901 ménages de la RA de la Montérégie au 31 mars 2021. Au total, 167,46 millions de dollars ont été investis dans la RA depuis le début de ce programme en 1997, jusqu'au 31 mars 2021.

PROGRAMME DE SUPPLÉMENT AU LOYER (PSL)

Ce programme permet à des ménages à faible revenu d'habiter des logements du secteur privé ou qui appartiennent à des coopératives d'habitation ou à des organismes sans but lucratif en payant un loyer qui correspond à 25 % de leur revenu. Les ménages sont sélectionnés notamment en fonction de leurs conditions socioéconomiques.

Au cours de l'année 2020, 2 960 ménages de la RA de la Montérégie ont bénéficié de ce programme, pour un investissement de 11,12 millions de dollars. Parmi les 2 960 ménages aidés, 1 352 ne résidaient pas dans un logement du programme ACL.

LOGEMENT ABORDABLE QUÉBEC (LAQ)

Ce programme a été mis sur pied à la suite d'une entente fédérale-provinciale intervenue le 21 décembre 2001. Il a permis à des offices d'habitation, à des coopératives, à des organismes et des sociétés acheteuses sans but lucratif ainsi qu'à des promoteurs privés de construire et d'offrir en location des logements de qualité et à coût abordable.

Au 31 mars 2021, 912 ménages de la RA de la Montérégie bénéficiaient de ce programme pour un investissement total de 27,95 millions de dollars depuis le début du programme.

PROGRAMME URGENCE VOLET 5 – URGENCE TEMPORAIRE (PURGV5)

Ce programme a permis d'effectuer 318 interventions dans la RA, pour un investissement de 1,15 million de dollars.



AIDE AU PAIEMENT DU LOYER

PROGRAMME ALLOCATION-LOGEMENT (PAL)

Ce programme s'adresse aux propriétaires, aux locataires, aux chambreurs ou à toute personne qui partage un logement avec d'autres occupants. Il procure une aide financière d'appoint à des ménages à faible revenu qui consacrent une part trop importante de leur revenu au paiement de leur logement ou au remboursement de leur hypothèque. L'aide financière peut atteindre 80 \$ par mois.

Du mois d'octobre 2019 au 30 septembre 2020, 11 226 ménages de la RA de la Montérégie ont bénéficié de ce programme, pour un investissement de 9,12 millions de dollars.

Répartition des ménages aidés par clientèles du programme :

- ▶ Personnes âgées : 7 954 ménages
- ▶ Familles : 3 272 ménages

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX LOCATAIRES POUR LE PAIEMENT DU LOYER TOUCHÉS PAR LA COVID

Ce programme a permis d'effectuer 363 interventions dans la RA, pour un investissement de 464 250 \$.



AIDE À LA RÉNOVATION ET À L'ADAPTATION DE DOMICILE

PROGRAMME D'ADAPTATION DE DOMICILE (PAD)

Ce programme s'adresse aux personnes handicapées, c'est-à-dire aux personnes ayant une déficience qui entraîne une incapacité significative et persistante. Il a pour objectif de permettre à la personne handicapée d'accomplir ses activités de la vie quotidienne dans son logement et ainsi, de favoriser son maintien à domicile. Il consiste en une aide financière versée au propriétaire du domicile pour l'exécution des travaux d'adaptation admissibles qui répondent aux besoins essentiels de la personne handicapée selon la solution la plus économique.

En 2020-2021, le programme a permis d'effectuer 757 interventions dans la RA de la Montérégie, pour un investissement total de 2,40 millions de dollars.

Répartition des investissements et des interventions par volets du programme :

- ▶ Adaptation : 2,02 millions de dollars (161 interventions)
- ▶ Remplacement et réparation : 377 790 \$ (596 interventions)

PROGRAMME D'INTERVENTION RÉSIDENTIELLE – MÉRULE

Ce programme est un projet pilote qui a pour objectif de réduire le fardeau financier des propriétaires de bâtiments résidentiels contaminés par ce champignon. Il s'adresse aux propriétaires-occupants, c'est-à-dire aux personnes physiques qui sont propriétaires d'un bâtiment et qui l'occupent à titre de résidence principale. L'aide financière vise les travaux nécessaires à la décontamination et à la réhabilitation de leur bâtiment ou à sa démolition et à sa reconstruction, selon le cas.

Aucun ménage de la RA n'a profité de ce programme au cours de l'année financière 2020-2021.

PROGRAMME RÉNORÉGION (PRR)

Ce programme a pour objectif d'aider financièrement les propriétaires-occupants à revenu faible ou modeste qui vivent en milieu rural à exécuter des travaux pour corriger les défauts majeurs que présente leur résidence.

Ce programme a permis d'effectuer 44 interventions dans la RA, pour un investissement de 417 633 \$.

PROGRAMME POUR LES RÉSIDENCES ENDOMMAGÉES PAR LA PYRRHOTITE

Ce programme vise à soutenir financièrement les propriétaires de bâtiments résidentiels dont les fondations sont endommagées par la présence de pyrrhotite, un minéral qui cause le gonflement du béton. Les travaux admissibles à une aide financière sont ceux qui sont nécessaires pour assurer l'intégrité des fondations de ces bâtiments.

Aucun ménage de la RA n'a bénéficié de ce programme en 2020-2021.

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DES MAISONS D'HÉBERGEMENT (PAMH)

Ce programme vise les maisons d'hébergement temporaire destinées aux femmes (sans égard à l'âge) et aux jeunes de 28 ans ou moins victimes de violence familiale. Il a pour objectif d'aider les organismes sans but lucratif qui sont responsables de ces maisons d'hébergement à les rendre sécuritaires, salubres et fonctionnelles. L'aide financière est calculée en fonction du nombre d'unités résidentielles et de la région concernée.

Ce programme a permis d'effectuer 6 interventions dans la RA en 2020-2021, pour un investissement de 15 664 \$.

PETITS ÉTABLISSEMENTS ACCESSIBLES (PEA)

Le programme Petits établissements accessibles (PEA) vise à améliorer l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite aux petits établissements. Ce sont les propriétaires et les locataires d'établissements commerciaux, d'affaires et de réunion non soumis à une obligation légale en matière d'accessibilité qui pourront se prévaloir du programme.

Ce programme a permis d'effectuer 4 interventions dans la RA en 2020-2021, pour un investissement de 55 600 \$.



APPUI AUX PRIORITÉS RÉGIONALES ET MUNICIPALES

PROGRAMME RÉNOVATION QUÉBEC (PRQ)

Programme-cadre qui appuie financièrement les municipalités qui se dotent d'un programme visant à améliorer les logements dans des secteurs résidentiels dégradés.

En 2020-2021, 1,63 million de dollars ont été alloués à des municipalités participantes par l'entremise de ce programme et ont profité à 228 ménages de la RA.

RÉNOVATION QUÉBEC – VOLET INTERVENTIONS SUR L'HABITATION – BONIFICATION DU PROGRAMME ACCÈSLOGIS QUÉBEC

Allocation d'une aide financière additionnelle pour favoriser la réalisation d'unités résidentielles dans le cadre de projets ACL qui répondent aux objectifs et aux critères du programme Rénovation Québec (PRQ).

Ce programme a permis d'effectuer 84 interventions dans la RA pour un investissement de 840 900 \$.

PROGRAMME D'INITIATIVE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, D'ENTRAIDE ET DE MOBILISATION (ID2EM)

Ce programme a permis d'effectuer 3 interventions dans la RA, pour un investissement de 18 800 \$.

WEBOGRAPHIE

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES COURTIERES IMMOBILIERS DU QUÉBEC. *Baromètre APCIQ du marché résidentiel*, 2018. [<https://apciq.ca/archives-barometres-province/>]. Consulté le 16 septembre 2019.

CENTRIS®. «Statistiques immobilières – Province de Québec» (tableau) [<https://www.centris.ca/fr/outils/statistiques-immobilieres>]. Consulté le 31 janvier 2019.

EMPLOI-QUÉBEC. Définitions — Enquête sur la population active [<https://www.emploi-quebec.gouv.qc.ca/ci-toyens/faire-le-bon-choix-professionnel/explorer-un-metier-ou-une-profession/information-sur-le-marche-du-travail/definitions-enquete-sur-la-population-active/>]. Consulté le 28 novembre 2019.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Bulletin d'analyse — Indice de vitalité économique des territoires*, 2018, 43 p. [<https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/bulletin-danalyse-indice-de-vitalite-economique-des-territoires-edition-2018.pdf>]. Consulté le 15 mai 2019.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. Classement des MRC selon l'indice de vitalité économique, Québec, 2002-2014 et 2016 (tableau) [https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/classement-mrc-selon-indice-vitalite-economique-quebec#pivot_1=2016]. Consulté le 15 mai 2019.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Coup d'œil sociodémographique*, «La migration interrégionale en 2017-2018 : les gains continuent d'augmenter dans les Laurentides et en Montérégie», numéro 68, février 2019, [https://bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01600FR_coup_doeil_68_2019H00F00.pdf]. Consulté le 21 mai 2019.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Données sociodémographiques en bref*, «Naissances, décès et mariages au Québec en 2018 — Données provisoires», volume 23, numéro 3, juin 2019. [http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01614FR_dembref2019T02F00.pdf]. Consulté le 23 septembre 2019.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011* — Utilisation des services de santé et des services sociaux des personnes avec incapacité, volume 2, 2013. [<https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/enquete-quebecoise-limitations-activites-maladies-chroniques-vieillissement-2010-2011-utilisation-services-sante-services-sociaux-personnes-avec-incapacite-volume-2.pdf>]. Consulté le 7 février 2018.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Indice de vitalité économique des territoires*, 2018. [<https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/bulletin-danalyse-indice-de-vitalite-economique-des-territoires-edition-2018.pdf>]. Consulté le 29 novembre 2019.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066*, 2019. [https://bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01661FR_Perspective_demo2019H00F00.pdf]. Consulté le 12 juillet 2019.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Taux de chômage, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2011-2021* (tableau) [<https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/taux-de-chomage-regions-administratives-regions-metropolitaines-de-recensement-et-ensemble-du-quebec>]. Consulté le 23 janvier 2021.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Taux de natalité, de mortalité et de nuptialité par région administrative, Québec, 1986, 1991, 1996, 2001 et 2006-2020* (tableau) [<https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/taux-de-natalite-de-mortalite-et-de-nuptialite-par-region-administrative-quebec>]. Consulté le 3 juillet 2020.

JLR SOLUTIONS FONCIÈRES. *Évolution de l'accès à la propriété au Québec et tendances régionales*, 2019. [https://solutions.jlr.ca/hubfs/Etudes_et_rapports/2019-06_JLR_IndiceAP.pdf?utm_campaign=etude-evolution-indice-accessibilite&utm_source=hs_automation&utm_medium=email&utm_content=34507923&hs_enc=p2ANqtz-G-A4dQ5VWo8tNi6IzNpSh4Tx9Jku2Vlks_dK56stVWryPAHLJS893mcJX2PFBjFzyY4DXXiieuC-FAhtgdb5qaD8NTZVvdJ5pNstmf5F5aYLRDo&hsmi=34507923]. Consulté le 15 août 2019.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. *Atlas de la Santé et des Services sociaux – Localisation des résidences privées pour aînés* [<https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/informations-geographiques-et-de-population/atlas-de-la-sante-et-des-services-sociaux/carte-localisation-des-residences-privées-pour-aines/>]. Consulté le 31 janvier 2019.

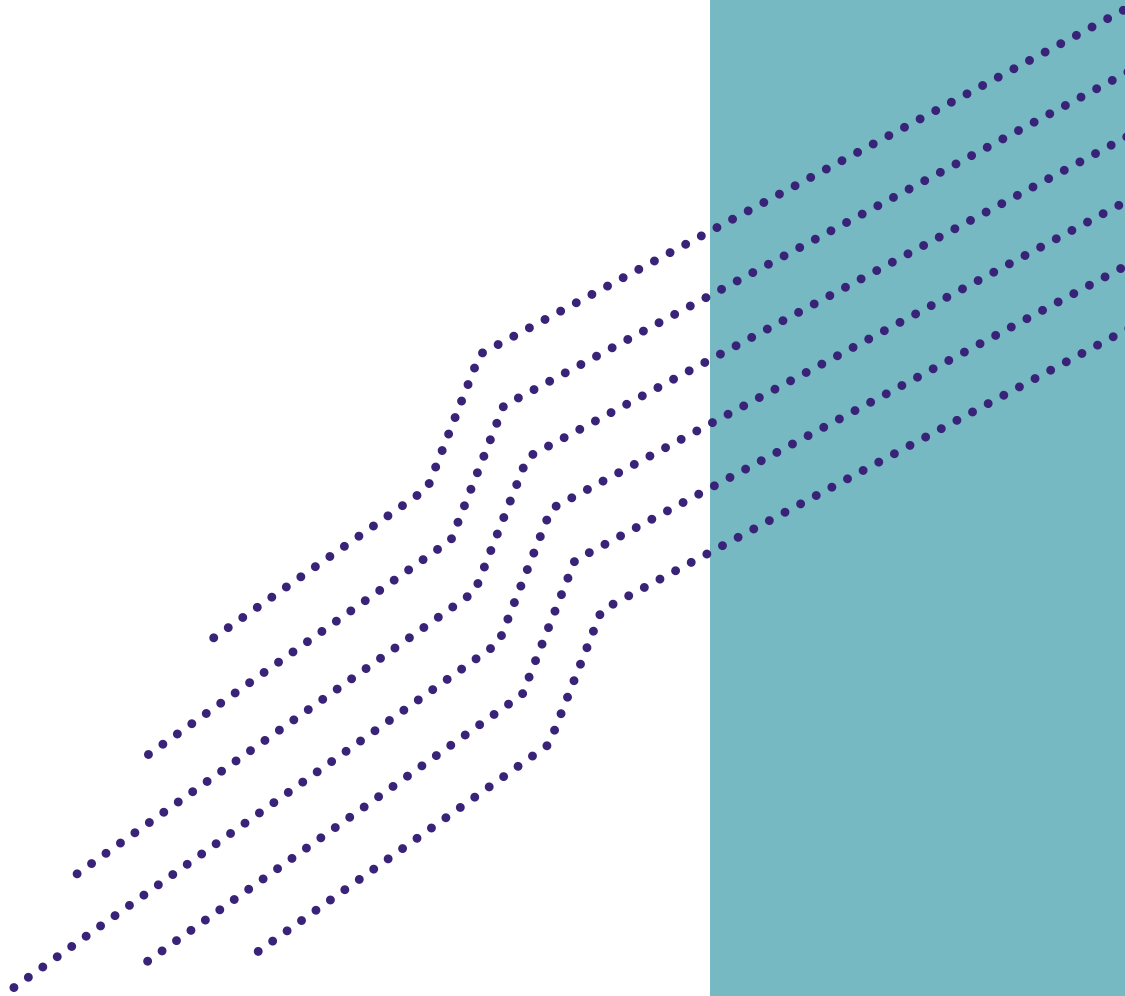
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT. *Portail de l'information sur le marché de l'habitation* [<https://www03.cmhc-schl.gc.ca/hmip-pimh/fr#Profile/1/1/Canada>]. Consulté le 31 janvier 2019.

STATISTIQUE CANADA. *Dictionnaire, Recensement de la population, 2016*, mis à jour le 29 novembre 2017. [<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/dict/index-fra.cfm>]. Consulté le 29 novembre 2019.

STATISTIQUE CANADA. *Guide de l'Enquête sur la population active*, diffusé le 6 avril 2020 [<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-543-g/71-543-g2020001-fra.htm>]. Consulté le 26 avril 2020.

STATISTIQUE CANADA. *Plan de diffusion et aperçu des concepts de l'Enquête canadienne sur le logement de 2018*. Diffusé le 1^{er} novembre 2019. [https://www.statcan.gc.ca/fra/programmes-statistiques/document/5269_D1_V1]. Consulté le 29 novembre 2019.

STATISTIQUE CANADA. *Profil du recensement, Recensement de 2016 – Montérégie [Région économique], Québec et Québec [Province]*. Diffusé le 29 novembre 2017. [<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=ER&Code1=2435&Geo2=PR&Code2=24&SearchText=monteregie&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&TABID=1&type=0>]. Consulté le 8 février 2019.



**Affaires municipales
et Habitation**

Québec

